

SAINT-AVOLD, SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE DE 1870 À 1918*

par M. Lucien HENRION, membre titulaire

En août 1870, aux avancées de l'Est la ville de Saint-Avold, desservie par le chemin de fer, regorge de soldats.

Frossard et Bazaine qui, les commandent de l'hôtel de la Poste, laisseront rapidement, par leur incurie, la place aux prussiens et autres allemands. Guillaume, roi de Prusse, futur empereur d'Allemagne, se complaira pendant 3 jours dans les meubles de Bazaine.

Commence alors un intermède de 48 ans. La population y fait face. Hinzelin écrira en 1910 "Ici la tradition continue. Les mères parlent français à leurs enfants". Les nouveaux maîtres s'installent. Sous la houlette d'un Préfet à Metz, d'un sous-préfet à Forbach et d'un maire provisoirement autochtone, bientôt supplanté par un professionnel, la pièce maîtresse se trouve être le commissaire de police du canton.

Sur ce nouveau glacis, une forte implantation militaire qui fera passer le canton de 15 029 habitants à 26 795 en 1910. L'extension des houillères contribue aussi à cette montée démographique.

LE COMPORTEMENT

La vie s'organise. Le comportement des autochtones s'avère anti-allemand. De nombreuses escarmouches entre eux et les militaires venant de toutes les régions d'Allemagne. Le commandement allemand s'en irrite et s'en plaint régulièrement en dénonçant surtout les agissements de la bande noire fort diffamée et dont les meneurs auront maille à partir avec la justice. Sa spécialité : Délester les soldats de leur baïonnette était la pire avanie. Ainsi tout au long de l'occupation et encore en août 1914, le chemin menant à l'hôpital militaire est parsemé de tessons et de clous recourbés. Ce qui met en rage le directeur qui manque de pièces de rechange pour remise en état des véhicules malmenés.

** Le texte intégral de la communication est aux Archives de l'Académie.*

SAINT-AVOLD SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE DE 1870 À 1918

L'enseignement allemand est contrecarré par les admirables sœurs de Sainte-Chrétienne et les cours privés de M^{me} Schultz. Le directeur allemand de l'école de garçons, du nom de Luxemburger, est vilipendé, les enfants ne comprenant ni son allemand ni son français prépondérant à Saint-Avold est-il souligné dans la protestation des édiles et du curé.

Dès 1872, est introduite la conscription allemande qui fait passer la frontière pour s'y soustraire. Les demandes régulières de situation permettent de les dénombrer et de connaître leurs points de chute en France. A différentes reprises le sous-Préfet demande des précisions au maire en rappelant les sanctions non précisées pouvant frapper ceux qui se soustrairaient au service. Les parents sont incités, mais en vain, à faire revenir les défailants au pays. Les chefs de corps écrivent pour que recherches soient entreprises pour retrouver tel ou tel déserteurs. Aucun naborien de souche pour les écoles des enfants de troupe. Curieusement, la défection d'allemands, 24 quittent leur unité locale. Les désertions seraient la conséquence de la discipline exagérée. Certains se seraient suicidés.

OCCUPATION MILITAIRE

Jusqu'en 1870, l'implantation était faible, elle va se densifier tout au long de la nouvelle frontière. A l'ancienne caserne française, réalisée en 1780 comme quartier de cavalerie, s'en ajouteront cinq autres, un hôpital, une intendance, un terrain de manœuvres.

La caserne française

Ainsi dénommée par l'occupant, recevra en 1871 deux escadrons du régiment de chevaux légers bavarois "Prince Otto". Implantée à la sortie Est de la ville, près de la chapelle Sainte-Croix, elle servira par la suite de relais aux nouvelles unités en attendant la fin de la construction de leur quartier. En 1909, elle sert de quarantaine pour chevaux pour ensuite être désaffectée. Dégradée, l'Armée voulut la céder à la ville en contrepartie de la ferme du Wenheck. Suite au rejet, il est question d'y installer une prison militaire.

Le terrain de manœuvres

Il se localise au Hollerloch (route de la Cité Jeanne d'Arc) pour s'étendre progressivement sur une trentaine d'hectares.

Les quartiers Mahon et Hamon

Il s'agit de cantonnements de cavalerie réalisés à partir de 1877 au sud de la ville, sur la route de la gare, en deux complexes distincts mais

SAINT-AVOLD SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE DE 1870 À 1918

proches. Y trouvera refuge le 2^e régiment d'Uhlans de Hannovre N° 14, unité considérée comme aristocratique. En 1884 les deux quartiers hébergeront 565 hommes et 537 chevaux. L'un Hamon sera transformé en habitation et l'autre Mahon, deviendra en 1965 l'emplacement du lycée Poncelet.

La caserne d'artillerie Lahitolle

Son implantation se décide en 1890, au nord de la cité, dans l'angle formé par l'avenue Patton et la rue de Dudweiler. S'y implantera le 69^e régiment d'artillerie de campagne. Le confin est devenu propriété municipale.

La caserne d'infanterie Ardant du Picq

Elle s'érigera à partir de 1897, en bordure de l'actuelle rue des généraux Altmayer. L'achat des terrains permet de déceler une dizaine de propriétaires habitant en vieille France, essentiellement à Paris. Y logera le royal prussien N° 9 régiment lorrain d'infanterie N° 173.

La caserne de cavalerie De Bracq

La décision d'implantation est prise en 1913, mais en raison de la guerre imminente le régiment de chasseurs à cheval N° 12 n'en profitera pas. Elle deviendra le quartier général d'une armée, sous l'autorité du prince héritier Rupprecht de Bavière. De ce poste de commandement, celui-ci donnera, le 19 août 1914, à 19 h 20, l'ordre d'attaquer à Morhange, l'avance française.

Autres établissements

– Une blanchisserie, en 1882, près de la basilique Notre-Dame-de-Bon-Secours.

– Une manutention, en 1908, sur la route de Porcelette, complexe conséquent devant recevoir les approvisionnements de la forte garnison. Implantée sur 4 hectares, elle sert à des fins civiles.

– Un hôpital, sur la hauteur Est de la ville, repris par Hospitalor.

– Un abattoir, à partir de 1912. Il s'intitulait "Cuisine à saucisse militaire". Ce bâtiment repris par la ville n'existe plus.

– La gendarmerie, de construction française, rue Foch, au centre ville, perdurera longtemps en cette fonction.

SAINT-AVOLD SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE DE 1870 À 1918

– Le bureau de garnison, rue Mangin. Il a cédé sa place au foyer du 3^e âge.

– Un mess des officiers, avenue Patton.

S'en suit une garnison considérable qui comprendra en 1902 104 officiers, 2 246 hommes et 855 chevaux, en personnel enrégimenté, auxquels s'ajoutent ceux des services soit plus de 2 500 militaires avec à leur tête, à partir de 1904, un général de brigade.

La garnison avait des limites d'évolution restreintes que les sous-officiers et les hommes ne pouvaient franchir sans autorisation expresse.

LES CONTRAINTES

Avant la réalisation des casernes les troupes sont cantonnées chez l'habitant, qui aura par la suite à subir l'hébergement de nombreuses unités de passage ou en manœuvre. En résultent des réclamations réitérées surtout à partir de la préparation de la guerre. Se succèdent des unités, des états-majors, même le Grand duc de Bade. A titre indicatif sont versés des frais de cantonnement de l'ordre de 4 marks 86 pour un colonel, 1 mark 11 pour un adjudant, 0 mark 92 pour un soldat.

Donnent lieu aussi à récriminations les exercices en terrain libre, et des cheveux gris au garde champêtre.

La ville doit verser une contribution financière de 900 marks à l'Etat.

LA GUERRE

La mobilisation, elle se prépare de longue date et de façon minutieuse à la rigueur prussienne.

Dès l'entrée en guerre en août 1914, les princes allemands appellent aux armes. Il en ressort (tu parles) que tout allemand et plus particulièrement les alsaciens-lorrains doivent avoir à cœur de se battre.

Les consignes sont précises. Les mobilisés doivent se présenter rapidement, munis d'un viatique pour 3 jours, les autres doivent les aider mais surtout ne pas les gêner. Sont notées de toutes parts des plaintes en masse, de tous ordres et de tous bords, en raison encore de nombreuses troupes à loger.

SAINT-AVOLD SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE DE 1870 À 1918

Suivant un état de juillet 1916, étaient sous les drapeaux à cette époque 224 civils dont une partie d'origine allemande, en gros 10 % de la population. A la mi-guerre est enregistré un pourcentage considérable de perte de l'ordre de 20 %. Le chef de corps écrivait invariablement à la famille : "Le régiment perd en X un glorieux combattant de l'état allemand, que les siens soient persuadés que, comme ses nombreux camarades, il a parfaitement accompli son devoir et il a donné sa vie pour une juste cause". La plupart sont célibataires et les mariés apparaissent jeunes au regard du faible nombre d'enfants à charge.

Le patriotisme, sous entendu à tendance allemande n'est pas évident puisque sont notés 17 évadés, soit 8 % de l'effectif incorporé (pour moi, il ne sont déserteurs, puisque la cause qu'ils devaient défendre n'était pas la leur.

Localement, le service sanitaire pose problèmes. Les hôpitaux ne suffisent pas, de sorte que sont créées différentes antennes extérieures. Les blessés arrivent par train et sont véhiculés en ville au moyen de tramways aménagés en ambulance.

La bataille de Morhange oblige à héberger de nombreux réfugiés de la région de Château-Salins et de la vallée de la Seille. Ils sont astreints au travail et perçoivent éventuellement une indemnité.

L'armée maintient en ses casernes des bataillons de réserve et d'instruction, des dépôts, des bureaux ainsi que des organismes militaires divers (chemin de fer, DCA, tribunal militaire, prévôté, le quartier général d'armée cité.

La situation des familles des mobilisés se précarise rapidement, les ressources s'amenuisent et les besoins des combattants s'accroissent. Sont enregistrées de nombreuses plaintes, notamment de mères sans ressources.

L'état d'esprit de la population n'est guère précisé mais l'anxiété se perçoit au travers de lettres et de l'exaspération que provoquent les recherches d'insoumis et les réquisitions. En 1916, est encore recherché par exemple Dieudonné Gaston, parti depuis longtemps aux USA, à la recherche de sa sœur Génie, héroïne d'un livre d'Assada sous le titre de "Génie du Tonnerre".

La circulation est particulièrement réglementée. Défense est faite de sortir du canton sans autorisation. Ainsi les gens de Longeville-les-Saint-Avold, village distant de 5 km, doivent se rendre à Faulquemont, à 15 km, leur chef lieu de canton pour obtenir l'autorisation de rejoindre Saint-Avold. Pour Metz, déclarée ville forteresse, il faut un laissez-passer spécial.

SAINT-AVOLD SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE DE 1870 À 1918

La presse est aux ordres. Subsiste curieusement en 1916 un journal de langue française, qui recherche des correspondants.

Les interdictions sont nombreuses et le commandant d'armes dicte ses ordres. C'est lui, le maître en temps de guerre. Il s'en prend au maire lui reprochant le manque de salubrité de la ville. Ce à quoi le premier magistrat réplique que la faute en revient pour grande partie aux militaires.

Les victoires allemandes doivent être saluées à son de cloches.

S'exprime pleinement le souci du combattant. La guerre est source de malheurs. Le nombre des morts et des blessés s'accroît. Est créée une fédération d'entraide pour venir, en aide, par ailleurs à ceux qui sont au front. Elle adresse des paquets à réaliser par les familles puis se met en place la collecte Hindenburg qui a charge de recueillir des dons en nature, qui en janvier 1917 se détaillent en 56 kg de lard, 2 kg de charcuterie et 67 kg de lard fumé. S'y ajoutent des collectes au profit des blessés hospitalisés localement. Elles se développent au fur et à mesure au profit des marins, des engagés volontaires, des engagés âgés, des combattants coloniaux etc...

S'en préoccupent des organisations civiles et confessionnelles qui inventent différentes manières de faire de l'argent.

Sont mises en place des assurances. Curieusement ce sont ceux qui servent la patrie ou leurs proches voire les patrons qui doivent souscrire. Manière bien allemande. Il s'agit d'acheter des parts avec répartition à l'issue du conflit sur la base des pertes en hommes. Le dividende, à la fin de l'hécatombe, devait être bien faible.

Se manifeste essentiellement "La Croix Rouge" qui met en exergue sa devise : "Nous allemands nous craignons Dieu et rien d'autre" ainsi que l'association des femmes patriotiques, d'animation purement allemande et invariablement présidée par l'épouse d'un officier ainsi par la Frau General von Muller, ancien commandant d'armes de la place. Le slogan : "Le soldat ne doit souffrir de rien, il lui faut la chaleur du pays". Elles s'occupent aussi des nécessiteux. Elles tricotent, façonnent des caleçons, émettent des conseils pour faire perdurer la pénurie etc...

Les problèmes économiques s'accroissent et deviennent cruciaux. Sont rapidement mises en place des cartes de rationnement de pains dès le départ puis suivent d'autres produits. En matière de confection du pain sont édictées des règles très strictes en raison d'incorporation de pommes de terre et d'une mouture maximale. Le 21 novembre 1915 sont distribuées 3 788 cartes de pain pour la population civile et militaire.

SAINT-AVOLD SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE DE 1870 À 1918

Le Sous-Préfet constate, en mai 1916, que la livraison de céréales et de lait par les producteurs laisse franchement à désirer et que les tueries familiales à la campagne sont excessives.

Sont éditées des cahiers d'économie. Sont préconisées des cueillettes de champignons, de baies sauvages.

Ainsi de suite. Est cruciale l'année 1918. Un slogan entre autres "La pomme de terre doit sauver l'Allemagne". Les jardins familiaux fleurissent. Les prix sont strictement réglementés et particulièrement surveillés. Les réquisitions sont constantes. D'abord des sous-vêtements chauds, puis des produits en caoutchouc, en nickel et en cuivre et aussi les peaux, le laiton, les cheveux. Ainsi partent à la casse : des couverts, des marmites, des poêles, des casseroles, des baignoires, des robinets, des couvercles de cruches à bière, des paratonnerres, des seaux en cuir etc...

Un conflit coûte cher, d'où le lancement d'emprunts de guerre tous les 6 mois. 8 en tout. Les instituteurs doivent inciter leurs élèves à en parler à leurs parents. La ville est tancée pour avoir refusé de souscrire au 5^e.

Au cours de toute guerre, il y a **des prisonniers**

– ceux de guerre. Ordre est de les traiter humainement selon la convention de la Haye. Sur le plan de la nourriture doivent être assurées 2 700 calories par jour. En notre région ces prisonniers sont essentiellement d'origine russe mais se rencontrent aussi quelques italiens. Ils sont hébergés dans les écuries du quartier de Brack et nourris par les cuisines du bataillon de réserve du 173^e régiment d'infanterie. Les preneurs civils règlent une somme prévue au contrat, ils doivent les loger, les entretenir et les enfermer de nuit. Défense est faite à ces prisonniers de prendre des alcools, de rencontrer des femmes allemandes et de se rendre dans les maisons civiles. Ils sont essentiellement occupés dans l'agriculture mais aussi dans l'industrie et le commerce. Est noté que sont privilégiés les russes d'origine allemande qui peuvent même s'affranchir, s'ils se recommandent d'une famille allemande et s'ils sont détenteurs d'un métier.

En 1915, 30 russes sont à la disposition de la mairie, la garnison en emploie 70 et les autres évoluent dans le secteur civil. En 1918, 27 y travaillent notamment chez les cultivateurs.

Des recommandations font ressortir qu'une surveillance constante doit éviter les sabotages et les évasions. En ce dernier point sont signalés 19 russes évadés.

SAINT-AVOLD SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE DE 1870 À 1918

– ceux civils. Sont recherchés les patriotes lorrains. Les uns sont internés en forteresse, les autres assignés à résidence. Ces dernières mesures frappent plusieurs naboriens.

– les étrangers. Sont concernés ceux des pays en guerre avec l'Allemagne et ceux neutres mais hostiles.

– les prisonniers lorrains en France. Il apparaît dans des documents que les associations caritatives allemandes restreignent l'envoi de colis à certains camp en France où se trouvent des lorrains qui affiche leur francophilie.

EN CONCLUSION

Une longue nuit noire, hors de la Patrie française, se termine le 11 novembre 1918. Cet affreux orage laisse de nombreuses traces, et notamment des morts sous un drapeau qu'ils ont du servir malgré eux.

L'abbé Dicop, Curé - archiprêtre de Saint-Avold écrira en marge du registre du Conseil de fabrique de la paroisse "Ici, le 11 novembre 1918, s'arrête le reich allemand, Deo Gratias".

Le Conseil Municipal, le 18 du même mois, quatre allemands et un renégat éliminés, clame, sous la présidence nouveau maire Paque, sa joie immense et dit toute sa reconnaissance à la vaillante Armée française.